



La Commune



Donnons raison à Chirac

Editorial

A la veille de cette nouvelle année 2003, nous avons eu droit aux traditionnels voeux du Président de la République, Jacques Chirac, dit le miraculé .

Parmi les chantiers auxquels Chirac et son gouvernement s'engagent pour 2003, il y a la réforme des retraites. Ce serait même, selon lui, " un grand péril de ne pas la faire ". Comme souligne justement le quotidien pro-patronal La Tribune, les retraites sont " le premier défi social à relever en 2003 " pour le premier magistrat du pays. Souvenons-nous en effet, et Chirac s'en souvient fort bien, c'est sur cette question que son Premier ministre de 1995, Alain Juppé, avait trébuché face à la grève générale de novembre-décembre 1995.

Or, voilà plus de douze ans que les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, veulent en finir, sur injonction de l'Union Européenne de Maastricht avec les retraites " à la française ", c'est-à-dire par répartition solidaire entre actifs et retraités. Au début des années 90, Rocard avait publié un rapport intitulé le " livre blanc des retraites ". On y trouvait les mêmes propositions qu'aujourd'hui : allongement des années de travail, épargne salariale et fonds de pension. En 1993, à sa suite, Balladur portait un premier coup en faisant passer le privé de 37,5 annuités pour l'obtention de la retraite à taux plein à 40. Notons que la " gauche plurielle ", PS, PCF, Verts et quelques autres, n'a pas abrogé, en cinq ans de pouvoir cette réforme Balladur. Pire : à quelques semaines du 21 avril qui lui sera fatal, Jospin participait avec Chirac au sommet de Nice où tous les deux se prononcèrent pour la réforme des retraites.

Quel est le scénario prévu ? D'abord, aligner, au nom de " l'équité ", le public sur le privé, c'est-à-dire à 40 années de cotisations. Puis, Raffarin s'est déjà prononcé en ce sens, passer de 40 à 42, voire 43 annuités de cotisations pour tous. Et, ce faisant, liquider les régimes spéciaux, tels celui de l'EDF, pour les aligner sur le régime général, toujours au nom de " l'équité ".

Et pour finir, avec une petite transition par l'épargne salariale (déjà adoptée par les directions de la CGT et de la CFDT), le passage définitif aux fonds de pension et aux retraites à la carte et par capitalisation boursière. Les fonds de pension, c'est le placement des économies des salariés en bourse sous prétexte de garantir leur retraite, individuellement. Il suffit de demander aux centaines de milliers de salariés d'Enron et de Worldcom aux USA, qui ont tout perdu à la suite des scandales et de la faillite de ces sociétés, ce qu'ils pensent des fonds de pension. Il suffit de demander aux millions d'épargnants volés, spoliés, escroqués jusqu'au dernier centime de leurs économies placées dans les Bourses qui se sont effondrées de plus de 70%, ces deux dernières années.

Il n'empêche. Au nom de l'équité, Chirac veut ainsi, dans le droit fil des gouvernements successifs, faire sans doute de la " justice sociale " en nivelant par le bas et en obéissant au FMI qui considère comme un scandale mondial l'existence dans ce pays d'un système où, depuis 1945, les actifs préparent leurs retraites en les mettant dans un pot commun.

Chirac, le 31 décembre, a placé l'année 2003 sous le signe de " l'action ".

Donnons-lui raison. Que 2003 soit l'année de l'action unie, solidaire, des travailleurs et de leurs organisations contre le gouvernement Chirac-Raffarin, pour interdire la réforme des retraites, pour maintenir le système par répartition solidaire et faire revenir le privé à 37,5 annuités.

D'ores et déjà, pour " donner raison " à Chirac, les premiers jours de janvier 2003 sont prometteurs. De la grève des médecins urgentistes, de celle des obstétriciens, qui défendent à leur niveau le système de la Sécurité sociale, à celle des salariés de Daewoo en Meurthe-et-Moselle qui occupent leur usine contre la fermeture du site, " l'action " pour la défense des conquêtes sociales ne manque pas. Il n'est pas sûr que ce soit de cette action-là dont veuille parler Chirac. Nous sommes même sûrs du contraire.

Bonne année à tous nos lecteurs !

Modifié le vendredi 17 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
